



**REVUE ANNUELLE MONDIALE
DE PLAN INTERNATIONAL**

2018



La présente revue couvre la période allant du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018.

Photo de couverture : Jackline, participante du programme « Des villes plus sûres pour les filles ». Kampala, Ouganda. © Plan International/Quinn Neely.

Sur cette page : Des filles et des garçons jouent ensemble au rugby à Delhi, en Inde. © Plan International/Vivek Singh.

SOMMAIRE

4	PLAN INTERNATIONAL EN 2018
5	OÙ NOUS TRAVAILLONS
6	NOTRE OBJECTIF
7	AVANT-PROPOS
8	STRATÉGIE
10	UNE ANNÉE D'ACTION MONDIALE POUR LES DROITS DES FILLES

NOS SIX PRINCIPAUX DOMAINES D'ACTION

UNE ÉDUCATION INCLUSIVE ET DE QUALITÉ	12
DES COMPÉTENCES ET UN TRAVAIL DÉCENT	15
LES JEUNES : PILOTES DU CHANGEMENT	18
SANTÉ ET DROITS REPRODUCTIFS ET SEXUELS	21
DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE	24
METTRE FIN À LA VIOLENCE	27

30	APERÇU FINANCIER 2018
-----------	------------------------------

PLUS DE 80 ANNÉES À ÉTABLIR DES PARTENARIATS POUR **TRANSFORMER** LA VIE DES ENFANTS

Actif dans

76

pays
en 2018

Nous avons travaillé
en partenariat avec

51 581

organisations



18 140 482 FILLES et **16 085 741** GARÇONS
ont bénéficié de notre travail*



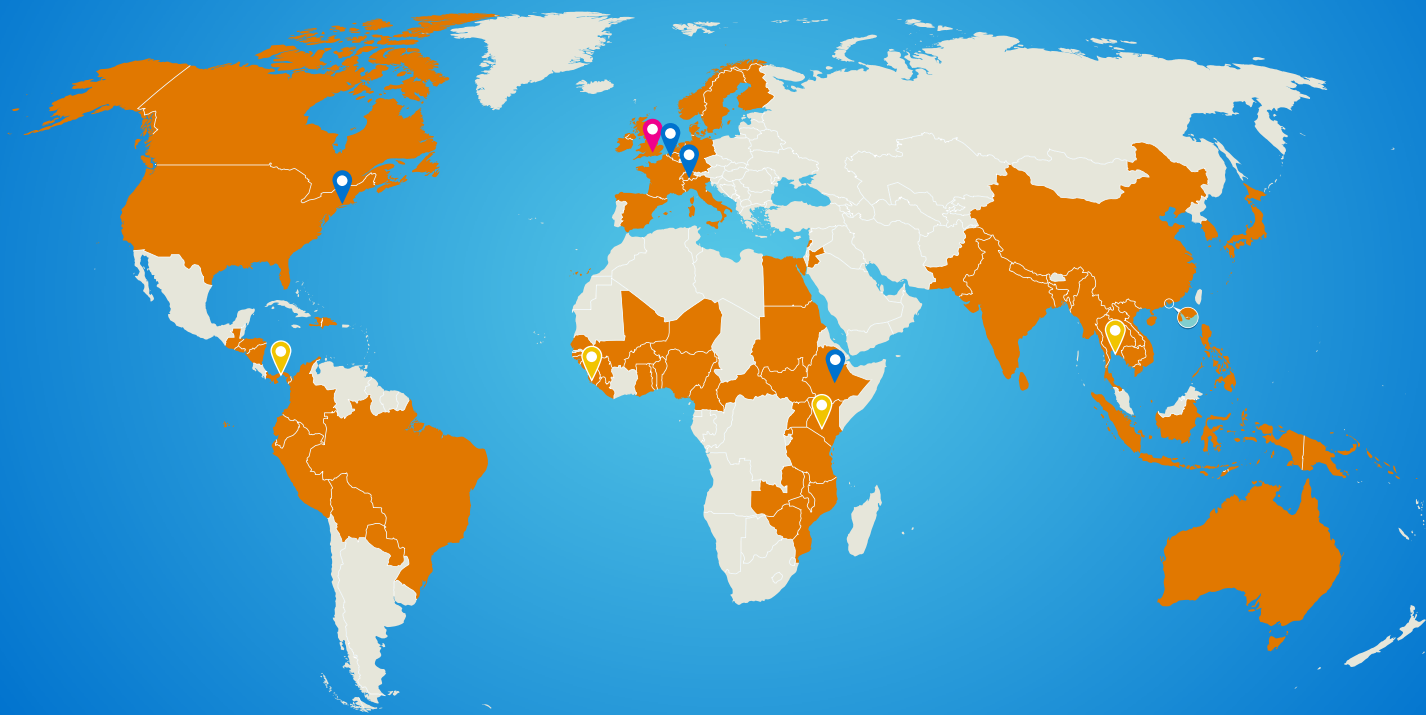
Ses défenseurs ont parrainé

1,2 MILLIONS D'ENFANTS

*Total corrigé pour compenser le double comptage entre différents programmes

OÙ

NOUS TRAVAILLONS



AFRIQUE & MOYEN-ORIENT

Bénin
Burkina Faso
Cameroun
Egypte
Ethiopie
Ghana
Guinée
Guinée Bissau
Kenya
Jordan
Liban
Libéria
Malawi
Mali
Mozambique
Niger
Nigeria
Ouganda
République centrafricaine
Rwanda
Sénégal
Sierra Leone
Soudan
Soudan du sud
Tanzanie
Togo
Zambie
Zimbabwe

AMÉRIQUES

Bolivie
Brésil
Canada
Colombie
Équateur
Etats-Unis
Guatemala
Haïti
Honduras
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
République Dominicaine
Salvador

ASIE

Bangladesh
Cambodge
Chine
Corée
Hong Kong
Inde
Indonésie
Japon
Laos
Myanmar

Népal
Pakistan
Philippines
Sri Lanka
Thaïlande
Timor-Leste
Vietnam

EUROPE

Allemagne
Belgique
Danemark
Espagne
Finlande
France
Irlande
Italie
Pays-Bas
Norvège
Royaume-Uni
Suède
Suisse

OCÉANIE

Australie
Îles Salomon
Papouasie Nouvelle Guinée

BUREAUX DE PLAIDOYER

Addis Ababa
Bruxelles
Genève
New York

BUREAUX RÉGIONAUX

Bangkok
Dakar
Nairobi
Panama (ville)

SIÈGE INTERNATIONAL

NOTRE OBJECTIF

Nous aspirons à un monde juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité en faveur des filles, et nous incitons les gens et les partenaires à :

- Conférer aux enfants, aux jeunes et aux communautés les moyens de réaliser des changements essentiels qui s'attaquent aux causes profondes de la discrimination à l'égard des filles, de l'exclusion et de la vulnérabilité
- Influencer le changement dans la pratique et la politique au niveau local, national et mondial en tirant parti de notre champ d'action, de notre expérience et de nos connaissances des réalités auxquelles sont confrontés les enfants
- Travailler avec les enfants et les communautés pour les aider à se préparer aux crises et à y répondre, et à surmonter l'adversité
- Faciliter le développement réussi et en toute sécurité des enfants vers l'âge adulte

AVANT-PROPOS

Au cours de la première année de mise en œuvre de notre stratégie mondiale, nous avons attiré l'attention du monde sur les injustices fondamentales auxquelles les filles doivent faire face.

Et nous commençons à voir de réels changements. Les pressions exercées par Plan International et d'autres organisations ont permis d'inscrire l'éducation des filles en situation d'urgence en tête du programme du G7 pour la première fois. Notre événement #GirlsTakeOver, qui a lieu chaque année à l'occasion de la Journée internationale de la fille, prend de l'ampleur et tire parti de l'énergie collective des filles pour faire tomber les barrières qui les empêchent de jouir de la liberté et du pouvoir. De même, notre plate-forme en ligne sur les droits des filles, GirlsRightsPlatform.org/fr, révolutionne la manière dont on peut se servir de l'information pour faire progresser l'égalité de genre.

Nous cherchons aussi à transformer le secteur humanitaire afin que les interventions d'urgence tiennent toujours compte des besoins spécifiques et uniques des filles. Notre rapport *Les filles dans la crise* a constaté que les filles qui vivent dans des situations d'urgence majeures subissaient certaines des violations des droits humains les plus horribles, tout en étant largement ignorées par la communauté internationale. Nous avons montré que l'heure du changement avait sonné et il faut commencer par écouter ce que les filles ont à dire.

Dans le même temps, nos programmes contribuent à envoyer davantage d'enfants vulnérables — en particulier des filles — à l'école ou en apprentissage. Nous avons formé des écoles à faire face aux situations d'urgence soudaines afin que les enfants puissent continuer à venir en classe, nous avons contribué à réduire les écarts linguistiques afin que les enfants issus des minorités ethniques puissent bénéficier d'une éducation et nous avons créé des espaces sûrs pour que les filles puissent apprendre dans les camps de réfugiés, y compris les Rohingya à Cox's Bazar, au Bangladesh.

Les changements que nous apportons à notre modèle de financement viendront également appuyer cette stratégie et nous permettront de réaliser notre ambition, qui est de devenir la plus grande organisation de défense des droits des filles au monde, aidant 100 millions de filles à diriger, à apprendre, à décider et à s'épanouir.



© Plan International / Ina Thiam

**Anne-Birgitte Albrechtsen,
Directrice Générale**



**Joshua Liswood,
Président**

STRATÉGIE

STRATÉGIE MONDIALE DE PLAN INTERNATIONAL D'ICI À 2022

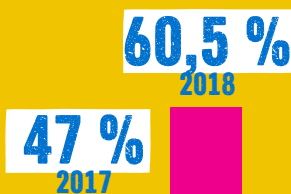
En juillet 2017, nous avons commencé à appliquer notre nouvelle stratégie pour faire progresser les droits des enfants et l'égalité des filles partout dans le monde. Notre travail s'inspire des objectifs mondiaux des Nations Unies, et en particulier de la réalisation de l'égalité de genre à l'horizon 2030. En effet, sans égalité, aucun autre objectif ne pourra véritablement être atteint.

Nous avons pour ambition de transformer la vie de 100 millions de filles grâce à notre stratégie.

Progrès accomplis dans la transformation de la vie de 100 millions de filles d'ici à 2022



Progrès accomplis dans l'inscription de l'égalité de genre au cœur de chaque nouveau programme



Pourcentage de nouveaux programmes qui visent à transformer les rapports de genre

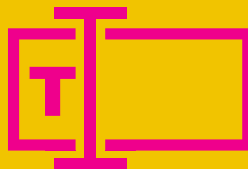
Notre impact en tant que première organisation mondiale de défense des droits des filles*



12 BUREAUX
ONT SIGNALÉ AVOIR RÉUSSI À INFLUENCER LES CHANGEMENTS APPORTÉS AUX POLITIQUES OU À LA LÉGISLATION



6 BUREAUX
ONT SIGNALÉ DES AVANCÉES DANS LA MODIFICATION DES ATTITUDES ET DES COMPORTEMENTS DES POPULATIONS



12 BUREAUX
ONT SIGNALÉ AVOIR RÉUSSI À INFLUENCER LES CHANGEMENTS APPORTÉS AUX PROCÉDURES ET PRATIQUES INSTITUTIONNELLES



6 BUREAUX
ONT SIGNALÉ AVOIR RÉUSSI À INFLUENCER LES INVESTISSEMENTS FINANCIERS ET LES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DES DROITS DES FILLES

* Sur la base d'un échantillon de 31 bureaux de Plan International.

D'ICI À 2022, NOUS ALLONS :

RENFORCER NOTRE IMPACT POUR LES ENFANTS VULNÉRABLES, EN PARTICULIER LES FILLES

En :

- travaillant là où les violations des droits des enfants et les inégalités dont souffrent les filles sont les plus criantes
- faisant preuve de transparence et de responsabilité envers les personnes avec qui nous travaillons
- travaillant avec des hommes, des femmes, des garçons et des filles pour faire avancer le mouvement de défense des droits des filles
- plaçant l'égalité de genre et l'autonomisation des filles au cœur de chaque nouveau programme
- devenant la première organisation de défense des droits des filles dans le monde

ENTRAÎNER UN CHANGEMENT PLUS IMPORTANT AU NIVEAU LOCAL ET MONDIAL

Nous allons :

- collaborer avec d'autres acteurs pour piloter le changement des politiques et l'investissement dans les droits des enfants et l'égalité des filles
- aider les communautés à demander des comptes aux gouvernements

TRANSFORMER LA VIE DES FILLES

La priorité de tous nos programmes sera de donner aux enfants vulnérables et exclus la possibilité d'**apprendre**, de **diriger**, de **décider** et de **s'épanouir**, dans nos **six principaux domaines d'action**.

APPRENDRE

Afin qu'ils puissent réussir dans la vie et au travail, nous travaillons pour que :

- les gouvernements investissent pour permettre à tous les enfants d'achever leurs **études** secondaires
- les enfants en situation de conflit ou d'urgence, en particulier les filles, reçoivent une éducation en toute sécurité
- les jeunes aient les **compétences** et les opportunités requises pour **travailler** et gérer leur argent

DIRIGER

Afin qu'ils puissent **militer** sur les questions qui les concernent, nous travaillons pour que :

- les enfants et les jeunes puissent mieux se faire entendre
- les décideurs trouvent des moyens de leur permettre de donner leur avis
- les gouvernements adoptent et appliquent des lois qui font progresser leur droit à la parole

DÉCIDER

Afin que les filles puissent contrôler leur vie et leur corps, nous travaillons pour que :

- les communautés mettent fin aux pratiques néfastes comme le mariage d'enfants et les mutilations génitales féminines
- les gouvernements prennent des mesures en faveur de la **santé et des droits sexuels** des adolescents
- les jeunes aient accès à des services de santé sexuelle et à une éducation sexuelle de qualité
- les jeunes jouent un rôle actif dans la prévention de la violence sexuelle en situation d'urgence

S'ÉPANOUIR

Afin que les enfants vulnérables et exclus grandissent en recevant les soins nécessaires et à l'abri de la violence et de la peur, nous travaillons pour que :

- ils reçoivent les soins de la **petite enfance** dont ils ont besoin pour être en bonne santé, éduqués et protégés
- les gouvernements, les communautés et les familles s'efforcent de **mettre fin à la violence** et de changer les croyances, les attitudes et les comportements qui font du tort aux filles.

UNE ANNÉE D'ACTION MONDIALE POUR LES **DROITS DES FILLES**



© Plan International / CNW Group

Octobre
'17

#GIRLSTAKEOVER

Plus de 1 100 filles ont pris la place de Premiers ministres, de maires, de PDG et d'autres dirigeants dans 64 pays dans le cadre du plus grand événement #GirlsTakeover jamais organisé dans le monde pour la Journée internationale de la fille. En prenant ainsi la relève, les filles réclament la fin de la discrimination et des préjudices qui freinent leur progression dans la vie publique et privée. En leur laissant la place, les dirigeants manifestent leur soutien. De nombreux dirigeants ont pris part à cet événement, dont les présidents de la Guinée et de l'Équateur, les Premiers ministres de la Finlande et du Danemark, le secrétaire général et la vice-secrétaire générale des Nations Unies, la gouverneure de Tokyo, la maire de Madrid, entre autres.

Il y a eu d'autres manifestations remarquables du pouvoir des filles, comme au Népal, où des filles ont pris le contrôle de 300 stations de radio locales et au Paraguay, où toutes les écoles publiques ont été dirigées par une fille pour la journée. Au Canada, le Premier ministre Justin Trudeau a relevé le défi #GirlsBelongHere, acceptant de partager son bureau avec Breanne, 23 ans. « Je rêve d'avoir un impact réel en tant que dirigeante au Canada, a expliqué Breanne. J'ai hâte de montrer au monde entier que chaque fille — quelles que soient sa race, sa religion, sa culture ou ses capacités — a le pouvoir de réaliser ses rêves. »

#WEARETHENEXT — CAMPAGNE DE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

Au cours de l'année qui a précédé la conférence de financement du Partenariat mondial pour l'éducation, notre campagne #WeAreTheNext, dirigée par de jeunes activistes du Salvador, d'Haïti, d'Ouganda et du Vietnam, a appelé à une forte augmentation du financement de l'éducation des filles. Lors de cette conférence, qui s'est tenue à Dakar, au Sénégal, en février, des dirigeants du monde entier ont annoncé une contribution de 2 milliards de dollars US à l'éducation dans les pays à faible revenu. La France, le Canada, les Émirats arabes unis et le Danemark, entre autres, ont indiqué que les fonds devraient être particulièrement consacrés à l'éducation des filles.

Le président français Emmanuel Macron, qui co-présidait la conférence, a déclaré : « Nous devons attacher une importance particulière à l'éducation des filles — partout où on veut promouvoir le terrorisme, l'obscurantisme et faire reculer la démocratie, partout où nos valeurs sont menacées, ce sont les jeunes filles qu'on sort de l'école. »

Février
'18





GIRLSRIGHTSPLATFORM.ORG/FR

GirlsRightsPlatform.org/fr, la plate-forme des droits des filles, est une base de données sur les droits humains unique en son genre, lancée par Plan International en février 2018.

Rassemblant plus de 1 400 documents de droit international dans une base de données interrogeable, la plate-forme a pour objectif de révolutionner la façon dont les militants et les dirigeants se servent des informations pour améliorer la législation relative aux droits des filles.

Un rapport de recherche préparé par Plan International : *Les droits des filles sont des droits humains* — dont la réalisation a été rendue possible par la base de données — révèle à quel point le droit international néglige les droits des filles, ce qui les rend de fait invisibles.

Plan International a utilisé la plate-forme pour renforcer les droits des filles dans les résolutions relatives à des questions comme les violences faites aux femmes, la discrimination à l'égard des femmes, les droits de l'enfant et la mortalité maternelle.

Février
'18



SHEBOARD

En partenariat avec Samsung, Plan International Finlande a lancé Sheboard, l'application de saisie de texte prédictive — décrite comme le « clavier qui donne plus d'assurance aux filles ». L'application fait réfléchir à la manière dont les gens parlent aux filles et des filles, et leur fait prendre conscience de l'impact du langage genré. Nora Lindström, coordinatrice mondiale de Plan International pour le développement numérique, affirme ainsi : « Nous voulons aider les gens à voir l'impact des mots et les amener à se demander comment ils peuvent modifier leur façon de parler pour autonomiser les filles. »

Mars
'18

Avril
'18

UN PLAIDOYER GUIDÉ PAR LES DONNÉES

Plus de 600 défenseurs des droits des filles et des femmes provenant de 50 pays se sont exprimés lors d'une étude réalisée par notre organisation partenaire, Equal Measures 2030. Plus de 90 % des défenseurs ont déclaré que pour leurs gouvernements, la collecte de données sur les questions qui concernent les femmes et les filles n'est pas une priorité. Plus de la moitié des personnes interrogées comptent la lutte contre les violences de genre parmi leurs grandes priorités. Les résultats de l'étude viennent nourrir les actions de plaidoyer visant à faire progresser l'égalité de genre et la réalisation des objectifs mondiaux des Nations Unies.



Le rapport de recherche *Les filles en crise* a révélé les expériences personnelles de filles vivant dans des situations d'urgence au Soudan du Sud et au Bangladesh afin de faire en sorte que les besoins des filles ne soient pas oubliés lorsque survient une catastrophe.

Juin
'18



L'ÉDUCATION DES FILLES EN SITUATION D'URGENCE

Deux années de campagnes publiques et de plaidoyer individuel ont inscrit l'éducation des filles en situation d'urgence en tête du programme du Sommet du G7 pour la première fois.

En juin, les dirigeants du G7 réunis au Canada ont annoncé qu'ils s'engageaient à octroyer 2,9 milliards de dollars américains (soit 3,8 milliards de dollars canadiens) à l'éducation des filles dans les pays en crise. De plus, ils ont approuvé la déclaration de Charlevoix sur l'importance d'investir dans l'éducation des enfants en situation de crise, en mettant particulièrement l'accent sur les filles.

Ce résultat a été obtenu parce que le Premier ministre canadien Justin Trudeau et les autres dirigeants du G7 ont su écouter les organisations de la société civile, dont Plan International, les adolescentes que Plan International et ses partenaires ont fait venir du monde entier pour rencontrer les dirigeants et les 160 000 signataires d'une pétition organisée dans le cadre d'une campagne en ligne mondiale.

La directrice générale de Plan International, Anne-Birgitte Albrechtsen, a déclaré : « Cette mesure prise par le G7 transformera la vie de millions de filles qui ne sont pas scolarisées à l'heure actuelle en raison de conflits et de crises. »

UNE ÉDUCATION INCLUSIVE ET DE QUALITÉ

Nous voulons que les enfants vulnérables et exclus, notamment les filles, reçoivent l'éducation dont ils ont besoin pour réussir dans la vie. Il faut pour cela promouvoir une éducation de qualité, accessible à toutes et à tous.

LA SITUATION DANS LE MONDE AUJOURD'HUI

Bien que la scolarisation ait considérablement progressé à travers le monde depuis le début du millénaire, les enfants qui ne vont pas à l'école en raison de leur sexe, d'un handicap ou parce qu'ils vivent dans un pays en conflit ou en crise sont encore trop nombreux. On compte plus de 260 millions d'enfants de 6 à 17 ans non scolarisés dans le monde entier. En outre, même si davantage d'enfants ont accès à l'éducation, la qualité de l'éducation qu'ils reçoivent doit encore être améliorée.

NOTRE TRAVAIL EN 2018

Notre travail vise à faire tomber les obstacles qui empêchent les enfants vulnérables, en particulier les filles, d'apprendre, et à fournir une éducation qui réponde à leurs besoins. Nous avons noué des partenariats avec les ministères de l'Éducation de nombreux pays et nous travaillons à assurer l'éducation d'un nombre croissant d'enfants déplacés à l'intérieur de leur pays et de réfugiés. Les bureaux de Plan International en Belgique, en Irlande, en France, en Espagne et en Suisse ont uni leurs forces pour appuyer les efforts que nous menons à travers le monde sur la programmation de l'éducation et pour influencer les politiques et les pratiques éducatives.

3 379 601 FILLES
ONT UN MEILLEUR ACCÈS À
L'ÉDUCATION

**77 MILLIONS
D'EUROS**
ONT ÉTÉ INVESTIS DANS
L'ÉDUCATION

DES PROGRAMMES D'ÉDUCATION
EN SITUATION D'URGENCE ONT ÉTÉ
MENÉS DANS
25 PAYS

TOUR D'HORIZON

Promouvoir une éducation de qualité pour toutes et tous : Nous aidons les enseignants à soutenir des enfants issus de différents horizons. Nous avons promu des méthodes pédagogiques adaptées aux conflits pour aider les réfugiés syriens en Égypte à apprendre aux côtés des élèves égyptiens. Au Vietnam, nous avons contribué à lever les barrières linguistiques qui empêchaient les enseignants d'aider les enfants des minorités ethniques, ce qui s'est traduit par une augmentation de 10 % des effectifs scolaires. En République centrafricaine, un programme pédagogique a permis à 715 enfants non scolarisés d'accéder au système éducatif formel.

Influencer les dépenses et les politiques gouvernementales : En Bolivie, nous avons aidé les conseils éducatifs et les gouvernements étudiants à faire pression sur les autorités locales pour obtenir des financements plus importants. Les gouvernements de cinq municipalités ont donné des fonds à des projets fournissant une éducation secondaire inclusive et de qualité. Au Libéria, notre plaidoyer en faveur d'une plus grande inclusion du genre, de la santé et des droits reproductifs et sexuels, ainsi que de la sécurité scolaire dans la politique nationale d'éducation a porté ses fruits. Au Myanmar, nous avons plaidé aux côtés de l'UNICEF et d'autres acteurs pour que davantage



Malawi

de femmes musulmanes reçoivent une formation d'enseignantes. Le ministère de l'Éducation commence à couvrir leurs salaires.

Intensifier le travail sur le genre et l'inclusion : En construisant des partenariats avec les ministères de l'Éducation, nous avons renforcé nos efforts sur le genre et l'inclusion dans de nombreux pays du monde entier. Au Salvador, ce partenariat nous a permis de mettre en œuvre dans 92 écoles un programme de promotion de la participation des filles au leadership et à la prise de décisions. Au Malawi, nous avons collaboré avec le ministère de l'Éducation pour lutter contre les idées fausses sur l'hygiène menstruelle, réduisant ainsi les obstacles à la fréquentation scolaire des filles.

Appuyer l'éducation dans les situations d'urgence : Dans le cadre de notre intervention auprès des réfugiés rohingya au Bangladesh, nous dispensons un enseignement de manière à compenser le manque de place dans les camps et les barrières culturelles qui empêchent les filles d'étudier. Dans les camps de réfugiés burundais en Tanzanie, nous avons testé dans 25 centres un programme novateur d'apprentissage préscolaire qui était axé sur le soutien psychosocial et sur les compétences sociales et affectives des enfants.

FAIRE TOMBER LES OBSTACLES À L'ÉDUCATION



Koonipo, 14 ans, rêve de devenir infirmière. Son rêve a commencé à lui échapper quand elle a été harcelée à l'école à cause de son trouble du langage et qu'elle a abandonné ses études. « Avant, j'hésitais à parler aux gens, surtout en classe, et mes camarades d'école se moquaient de moi à cause de ma façon de parler », explique Koonipo.

Le programme REACH mis en œuvre par Plan International au Ghana est un programme éducatif conçu pour aider les élèves non scolarisés et ceux qui ont abandonné leurs études à revenir dans l'enseignement formel.

Koonipo a fini par accepter de participer à ce programme de neuf mois et elle est devenue plus assidue lorsqu'elle a compris qu'elle ne

serait pas harcelée par les autres élèves. « Je me suis dit que je devais faire en sorte de suivre ce cours jusqu'au bout et de retourner dans l'enseignement formel pour pouvoir réaliser mon ambition et devenir infirmière », ajoute Koonipo, bien décidée à ne pas laisser son trouble du langage lui barrer la route.

Avec l'appui de ses professeurs, Koonipo a terminé le programme et réussi l'examen d'entrée au collège.

19 372 filles et garçons ont suivi le programme jusqu'au bout en 2018 — près de 90 % d'entre eux ont réussi à reprendre leur scolarité.



PROTÉGER L'ÉDUCATION DES ENFANTS CONTRE LES CATASTROPHES

Près d'un million d'élèves originaires de 33 pays ont participé à des activités de réduction des risques de catastrophes en trois ans dans le cadre de notre programme pour des écoles sûres, à l'instar de ces élèves qui suivent un exercice de formation à Nagakeo, en Indonésie. Le programme donne aux enfants les connaissances dont ils ont besoin pour faire face aux situations d'urgence soudaines ; il améliore les bâtiments et le fonctionnement des écoles afin que les enfants vivant dans des régions exposées aux catastrophes puissent poursuivre leur scolarité en toute sécurité.

DES COMPÉTENCES ET UN TRAVAIL DÉCENT

Nous voulons que les jeunes vulnérables et exclus, en particulier les jeunes femmes, soient résilients, qu'ils acquièrent des connaissances et des compétences, qu'ils aient accès à des opportunités et qu'ils exercent un travail décent de leur choix.

LA SITUATION DANS LE MONDE AUJOURD'HUI

À l'échelle planétaire, 71 millions de jeunes sont au chômage et leur nombre augmente dans de nombreuses régions du monde. Parmi ceux qui travaillent, beaucoup sont ce qu'on appelle des « travailleurs pauvres », qui continuent à vivre en dessous du seuil de pauvreté ; les jeunes femmes sont particulièrement concernées, car elles ont plus de mal à accéder à l'emploi et aux autres opportunités économiques, et elles sont plus vulnérables aux conditions de travail dangereuses. Avec l'avancée de la technologie, l'intelligence artificielle offre des opportunités d'emploi, mais pourrait également constituer une menace pour la main-d'œuvre.

NOTRE TRAVAIL EN 2018

Nous travaillons avec les communautés, le secteur privé, les gouvernements et d'autres acteurs pour apporter des changements qui favorisent l'instauration d'un monde du travail accessible, adapté aux jeunes et offrant des chances égales aux hommes et aux femmes. Nos bureaux en Australie et aux Pays-Bas se sont associés à notre région Asie pour proposer des compétences et des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat des jeunes, avec pour priorité d'aider les filles à accéder à l'éducation et à la formation, et d'aider les jeunes femmes à trouver un travail décent.

52 MILLIONS D'EUROS
ONT ÉTÉ INVESTIS DANS LES COMPÉTENCES
ET LE TRAVAIL

1 016 124 FILLES
ONT AMÉLIORÉ LEURS COMPÉTENCES ET
LEURS OPPORTUNITÉS D'EMPLOI

TOUR D'HORIZON

Aider les jeunes vulnérables, notamment les jeunes femmes, à gagner un salaire décent : Au Ghana, un institut technique établi en collaboration avec Hyundai et l'agence de coopération internationale coréenne forme les jeunes femmes à l'ingénierie automobile, tandis qu'au Vietnam, nous avons créé un réseau avec plus de 100 chefs d'entreprise pour travailler ensemble à la formation et à la création d'emplois pour les travailleuses migrantes et les jeunes vulnérables en milieu urbain. Nous collaborons avec le secteur privé afin de promouvoir l'égalité de genre au travail, par exemple au Brésil, où les entreprises avec lesquelles nous avons noué des liens sont maintenant plus ouvertes au recrutement de jeunes femmes. Au Salvador, nous avons fondé Plan Store, une entreprise sociale innovante qui aide les jeunes entrepreneurs en vendant leurs produits.

Travailler avec les jeunes par le biais de groupes d'épargne : Nous aidons les jeunes à améliorer leur éducation financière, à épargner et à accéder à des prêts pour pouvoir entreprendre. Au Burkina Faso, nous avons contribué à la mise en place d'espaces sûrs qui permettent aux jeunes femmes de participer à des groupes d'épargne, de recevoir une formation sur le tas et de bénéficier d'un soutien et de mentorat, tandis



Brésil

qu'au Soudan, les groupes d'épargne ont autonomisé les jeunes femmes sur le plan économique, en créant un fonds social qui les aide à monter et à diriger de petites entreprises.

Renforcer les compétences pour la vie et le travail : Nous tirons parti de la technologie pour aider les jeunes à renforcer leurs compétences professionnelles, comme aux Philippines, où un partenariat avec Accenture a contribué au déploiement d'un chatbot sur Facebook, dont les jeunes peuvent se servir pour créer un profil d'employabilité. En République dominicaine, un partenariat avec le Centre technologique communautaire a créé un espace destiné aux jeunes entrepreneurs, où ils peuvent échanger des idées, bénéficier d'un mentorat et faire du réseautage. Au Rwanda, nous avons dispensé une formation professionnelle aux jeunes vivant dans les camps de réfugiés, y compris de jeunes mères. ▶

LES JEUNES TRAVAILLENT PLUS INTELLIGEMMENT

En Ouganda, plus de 3 500 jeunes ont acquis des compétences professionnelles dans de nouveaux espaces inspirants pour les jeunes, les SmartUp Factories.

Le projet vient en aide aux filles et aux jeunes non scolarisés grâce à la formation, au mentorat et au réseautage, en particulier dans le domaine de la technologie.

« J'ai appris à taper, à rédiger des courriels, à imprimer des documents, à les scanner et à faire des photocopies. Avant, je ne savais même pas comment allumer ou utiliser un ordinateur, explique Judith, 22 ans. Le projet donne aux filles l'occasion de faire leurs preuves dans le monde de l'informatique et de trouver un emploi. »

Les SmartUp Factories sont également un lieu où les jeunes peuvent porter des projets créatifs et novateurs qui résolvent les problèmes auxquels ils sont confrontés dans leur communauté.

« J'ai appris le développement d'applications et la programmation, déclare Fiona, 20 ans. J'ai pu développer une application qui permet de trouver un taxi moto fiable et sûr pour se déplacer en ville. »

Un grand nombre des projets lancés dans ces centres ont créé des emplois pour les jeunes et le financement du projet est assuré pour les quatre prochaines années.

► **Influencer les dépenses et les politiques qui soutiennent l'emploi des jeunes :**

Au Myanmar, nos efforts de plaidoyer ont permis d'obtenir un terrain d'une valeur de 270 000 dollars américains afin d'y construire un centre de formation pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes, tandis qu'en Tanzanie, nous avons réuni des jeunes et des représentants du gouvernement pour discuter du Fonds de développement de la jeunesse du district, qui appuie la création de revenus. Le gouvernement a accepté de réduire à zéro le taux d'intérêt sur les prêts afin d'améliorer l'accès des jeunes à cette ressource. Nous avons réussi à convaincre la Chambre de commerce des Philippines de promouvoir la prise en compte du genre au travail en menant différentes initiatives, dont des politiques de lutte contre le harcèlement sexuel et des processus de recrutement inclusifs.



Myanmar

INVESTIR DANS L'AVENIR DES FILLES

« Je peux générer un revenu et je sais comment le gérer. Nous avons reçu une formation au leadership, j'ai trouvé ça très utile. Cela m'a donné l'assurance nécessaire pour m'en sortir toute seule. »
— Lenia, 22 ans.

Lenia gère une entreprise florissante qui vend des biscuits et des sucettes glacées dans une région rurale du Timor-Leste. Elle a pu monter son activité grâce à un prêt accordé par l'un des 20 groupes d'épargne et de crédit de la région soutenus par Plan International Australie et financés par l'Union européenne et le gouvernement australien. Ces groupes permettent aux jeunes d'emprunter de l'argent pour financer leurs études ou monter une entreprise, d'apprendre à épargner et de recevoir une formation professionnelle.



LES JEUNES : PILOTES DU CHANGEMENT

Nous voulons que les filles, les garçons et les jeunes aient le pouvoir de prendre des mesures sur les questions qui les concernent. Nous voulons qu'ils orientent les décisions qui affectent leur vie en conduisant le changement au sein de leur propre communauté et en influençant les décisions à plus haut niveau.

LA SITUATION DANS LE MONDE AUJOURD'HUI

Le droit de s'exprimer est fréquemment réprimé à travers le monde et les jeunes, en particulier les filles, ont moins de chances de se faire entendre que les autres. Les organisations et les titulaires du pouvoir engagent de plus en plus souvent le dialogue avec les jeunes, mais il s'agit souvent d'actes symboliques qui ne conduisent pas à un véritable changement donnant plus de pouvoir aux jeunes.

NOTRE TRAVAIL EN 2018

Plan International Allemagne, nos bureaux scandinaves et nos bureaux pour l'UE et l'Amérique latine et les Caraïbes, collaborent pour soutenir notre travail en encourageant l'action collective dirigée par les jeunes sur les problèmes qui les affectent. Nous travaillons de plus en plus souvent en partenariat avec des organisations de jeunes. Nous créons des espaces pour les jeunes, en particulier les filles, dans les processus décisionnels publics et nous les aidons à plaider en faveur d'un changement qui fasse progresser l'égalité de genre et les droits des jeunes.

42 MILLIONS D'EUROS
ONT ÉTÉ INVESTIS POUR AIDER LES
JEUNES À CONDUIRE LE CHANGEMENT

1 470 717 FILLES
ONT REÇU UNE AIDE POUR DEVENIR
DES CITOYENNES ACTIVES

TOUR D'HORIZON

Aider les jeunes à influencer les décideurs :

Nous avons travaillé en partenariat avec un réseau d'organisations de jeunes au Paraguay afin d'obtenir des engagements en faveur des droits des jeunes de la part des principaux candidats à l'élection présidentielle ; au Népal, nous avons aidé les organisations de jeunes à faire pression pour obtenir des financements locaux, avec succès. En Indonésie, nous avons appuyé le plaidoyer d'un groupe de jeunes en faveur de l'inclusion du changement climatique et de la réduction des risques de catastrophes dans le plan budgétaire de leur village.

Encourager les mouvements de défense des

droits des filles : Au Vietnam, au Burkina Faso, au Cameroun, en Égypte, au Zimbabwe, en Bolivie, au Paraguay et au Brésil, nous avons intensifié notre soutien aux réseaux qui rapprochent les jeunes et nous les avons mis en contact avec les décideurs adultes et la société civile. Au Brésil et au Bangladesh, nous testons des plates-formes numériques pour connecter les jeunes qui militent pour le changement. Au Togo, nous avons épaulé des filles qui ont formé leur propre organisation et dirigé une campagne numérique contre les violences de genre et le mariage d'enfants, après avoir participé aux relèves de la Journée internationale



Haïti

de la fille. Leur campagne a touché 45 000 personnes. En Égypte, nous avons animé des discussions entre des jeunes et des professionnels des médias, qui ont remis en cause l'image des filles dans les médias.

Renforcer le rôle des jeunes dans l'action humanitaire et la résilience des communautés :

En Sierra Leone, des jeunes ont formé des équipes communautaires de gestion des risques de catastrophes afin de réduire les risques d'inondation et de mieux sensibiliser les communautés. En Bolivie, des filles et des garçons ont mené des activités de sensibilisation dans 92 écoles pour apprendre comment l'éducation peut continuer en cas de catastrophe et élaborer des plans de sécurité pour les écoles, tandis qu'au Soudan et au Soudan du Sud, les membres de clubs de jeunes dispensaient une formation à leurs pairs sur la promotion de la paix, des droits de l'enfant et de la protection de l'enfant.

DE JEUNES REPORTERS PROMEUVENT LA PAIX

En République centrafricaine, des élèves font la promotion de la paix dans leurs communautés par le biais d'une série d'émissions de radio.

Avec le soutien de Plan International Irlande et de la direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO), le projet « Promotion de la paix et de la cohésion sociale » a formé 20 enfants au journalisme et leurs émissions — diffusées à la radio nationale à des milliers d'auditeurs — font entendre la voix des jeunes.

« Après une émission de radio animée [...], j'ai eu l'impression d'être un journaliste professionnel, annonce Aboubacar. J'ai compris à quel point je suis utile dans ma communauté et j'en suis fier. Grâce à moi,

la population de Boda est au courant des événements qui se passent ici. »

Les élèves ont reçu une formation sur les techniques du reportage et ont rendu visite aux leaders communautaires, y compris le maire et le commissaire de police, dans le cadre de leurs recherches. Ils ont interrogé d'autres élèves sur les réalités auxquelles ils sont confrontés afin de choisir le sujet des émissions, par exemple les toilettes des filles dans les écoles ou l'éducation des enfants musulmans.

Dans un pays marqué par les conflits religieux, le programme rassemble des enfants chrétiens et musulmans afin de promouvoir la cohésion de la communauté et la paix.





APPRENDRE À DIRIGER POUR LE CHANGEMENT

« J'ai constaté qu'on pouvait changer notre réalité. Ce que je veux aujourd'hui, c'est continuer ma carrière en représentant les gens, en essayant d'améliorer la vie de ma communauté. » — Flavia, 17 ans.

Flavia est présidente du conseil des jeunes de sa ville et veut devenir maire pour transformer et améliorer sa communauté dans le nord-est du Brésil. Elle participe au programme « Le pouvoir des filles » de Plan International, qui aide les jeunes à devenir des leaders du changement dans leurs communautés et à connaître leurs droits. Dans un pays où moins de 20 % des fonctions politiques sont occupées par des femmes, l'initiative aide les filles à comprendre la politique nationale et l'importance de l'égalité de genre dans ces espaces.

SANTÉ ET DROITS REPRODUCTIFS ET SEXUELS

Nous voulons que les enfants vulnérables et exclus, en particulier les filles, puissent contrôler leur vie et leur corps. Nous voulons qu'ils puissent prendre des décisions éclairées sur les questions d'identité et de relations, et sur l'opportunité d'avoir des enfants ou non, et à quel moment.

LA SITUATION DANS LE MONDE AUJOURD'HUI

On compte chaque année 9,6 millions de grossesses chez les adolescentes. Environ la moitié d'entre elles ne sont pas désirées. Les complications liées à la grossesse et à l'accouchement sont la principale cause de décès chez les adolescentes plus âgées. Il est essentiel que les filles aient accès à l'éducation sexuelle, au choix de la méthode contraceptive et à l'avortement sans risque pour réaliser leurs droits à la santé sexuelle et reproductive et à l'égalité de genre. Or, ces droits sont attaqués dans le monde entier.

NOTRE TRAVAIL EN 2018

Nous travaillons à éliminer les pratiques néfastes telles que les mariages d'enfants, les mariages précoces, les mariages forcés et les mutilations génitales féminines, ainsi que les attitudes, les croyances et les pratiques qui limitent les droits des filles. Notre travail vise aussi à réduire le nombre de grossesses non désirées chez les adolescentes, à élargir l'accès à des services de qualité en matière de santé sexuelle et reproductive et à dispenser une éducation complète sur la sexualité dans les écoles et hors des écoles.



AMÉLIORATION DE LA SANTÉ
SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DE
2 089 352 FILLES

45 MILLIONS D'EUROS
ONT ÉTÉ INVESTIS DANS LA SANTÉ ET
LES DROITS REPRODUCTIFS ET SEXUELS

TOUR D'HORIZON

Mettre fin aux pratiques néfastes : Toutes nos régions ont intensifié leurs efforts de lutte contre les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés. Au Bénin, nous soutenons le dialogue entre générations sur la question du mariage des enfants et grâce à des émissions de radio, le nombre de cas signalés a augmenté. Au Vietnam, nous avons fondé 53 nouveaux clubs de filles afin de prendre des mesures de prévention des mariages d'enfants. Au Liban, nous avons travaillé avec des adolescentes issues des communautés locales et des populations réfugiées pour les aider à prendre des décisions éclairées sur la question du mariage et de la procréation. Un projet de lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF) mis en œuvre en Guinée a informé 50 communautés sur les autres méthodes d'initiation, protégeant ainsi 400 filles des MGF. Onze villages ont annoncé avoir abandonné cette pratique.

Réduire le nombre de grossesses non désirées chez les adolescentes : En Équateur, nous avons rencontré près de 7 000 adolescents en quatre ans pour discuter de leurs droits reproductifs et sexuels ; nous avons notamment travaillé avec des garçons pour combattre les stéréotypes de genre préjudiciables. Nous avons constaté une baisse du



nombre de grossesses chez les adolescentes dans les 11 provinces du pays. Au Nicaragua, une application mobile sur la prévention de la grossesse chez les adolescentes a été lancée, tandis qu'au Pérou, nous avons démarré un projet baptisé « Nous décidons » ; il doit fournir des informations et des services à 59 000 jeunes pendant quatre ans afin de réduire le nombre de grossesses chez les adolescentes.

Promouvoir les services, l'information et l'éducation en matière de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents :

Nous avons influencé les programmes scolaires nationaux dans plusieurs pays pour fournir une éducation sexuelle complète. Au Salvador, plus de 5 000 enfants ont bénéficié du nouveau programme. En collaboration avec Marie Stopes et avec des jeunes, nous avons créé une application qui permet aux filles de dialoguer avec le personnel de santé et d'assurer le suivi de leurs règles au Timor-Leste ; au Togo, nous avons mis en place des cliniques mobiles qui proposent des informations, des moyens de contraception et un dépistage des infections sexuellement transmissibles aux adolescents. Nous sommes venus en aide à des

RECOURIR À LA TECHNOLOGIE POUR METTRE FIN AUX MARIAGES D'ENFANTS



Une application mobile lancée au Bangladesh met fin aux mariages d'enfants en un clic. Dans les six mois qui ont suivi son lancement, elle a empêché 3 700 mariages d'enfants, en permettant aux officiers de l'état civil de vérifier l'âge réel des futurs mariés.

Mise au point par un fonctionnaire du gouvernement et déployée par Plan International, l'application permet aux personnes qui célèbrent le mariage de vérifier numériquement les pièces prouvant l'âge des futurs mariés, ce qui réduit considérablement les risques de faux documents.

« Il faudra des années pour convaincre les 160 millions d'habitants du Bangladesh qu'il ne doit pas y avoir de mariages

d'enfants, explique Muhammad Abdul Halim, directeur général de l'unité d'innovation dans la gouvernance du gouvernement du Bangladesh. Un moyen plus rapide et peut-être plus efficace d'arriver au même résultat serait de convaincre les 100 000 officiers de l'état civil, entremetteurs et marieurs. »

L'application est une approche véritablement innovante pour lutter contre une pratique qui oblige les filles à abandonner l'école, en amène beaucoup à devenir des mères-enfants et condamne les filles et les jeunes femmes à une vie de pauvreté.

jeunes réfugiés centrafricains au Cameroun en leur distribuant des trousse de gestion de l'hygiène personnelle et menstruelle, ainsi que des moyens de contraception.

Influencer les lois, les politiques et les budgets : Nous avons influencé la stratégie nationale de santé au Bangladesh pour qu'elle prévoie des services de santé adaptés aux adolescents, tandis qu'en Ouganda, notre plaidoyer a conduit un district à allouer des budgets aux services de planification familiale pour la première fois. Au Timor-Leste, une campagne a réussi à faire capoter un projet de politique qui voulait réserver l'accès à la contraception moderne aux femmes mariées uniquement. Au Soudan, nous avons collaboré avec le Conseil national pour la protection de l'enfance afin d'inciter les députés à élaborer des plans pour l'application des lois et des politiques relatives à l'abandon des MGF. En Égypte, nous avons mené des actions de plaidoyer contre les MGF à plusieurs niveaux, notamment en modifiant les convictions des parents et en dialoguant directement avec les parlementaires.



Timor-Leste

© Plan International / Fabricio Morales

S'EXPRIMER EN FAVEUR DU CHOIX DES ADOLESCENTS

« Je connais une fille qui est tombée enceinte à l'âge de 14 ans [...] Elle a quitté l'école et a été obligée d'aller travailler comme domestique [...] J'essaie de voir ce genre d'histoires comme une raison de lutter pour faire évoluer les choses. » — Erika, 18 ans.

Erika est une jeune leader qui soutient notre programme « Zones exemptes de grossesses précoces » en Équateur. Il organise des ateliers destinés aux jeunes afin de leur donner des informations sur la santé et les droits sexuels, et de renforcer l'assurance et l'estime de soi des filles.

DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Nous voulons que les jeunes enfants vulnérables et exclus, en particulier les filles, grandissent en recevant les soins dont ils ont besoin et en étant autant valorisés que les autres.

LA SITUATION DANS LE MONDE AUJOURD'HUI

Dans les pays à faible revenu, environ 85 % des enfants n'ont pas accès à l'éducation préscolaire. On estime que 250 millions d'enfants de moins de cinq ans dans les pays à revenu faible ou moyen risquent de ne pas réaliser leur potentiel de développement en raison de facteurs tels qu'un mauvais état de santé, une mauvaise alimentation, la violence ou le manque de soins et de stimulation. Le Cadre pour des soins attentifs lancé en réponse à ces défis par l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNICEF, la Banque mondiale et le Réseau d'action pour le développement de la petite enfance souligne l'importance d'aider les soignants à s'occuper des jeunes enfants et le rôle du secteur de la santé dans la petite enfance.

NOTRE TRAVAIL EN 2018

Nous travaillons avec les parents et les familles pour promouvoir les soins à donner aux petites filles et aux petits garçons, qui englobent le jeu, l'amour, la santé, la nutrition et la protection. Nous appuyons les programmes d'apprentissage préscolaire, de santé maternelle, néonatale et infantile, et de nutrition et d'assainissement pilotés par la communauté. Nous incitons les décideurs à soutenir de meilleures politiques de développement de la petite enfance et à élargir l'accès à des services de qualité qui donnent aux enfants un bon départ dans la vie. Tout notre travail est axé sur la promotion de l'égalité de genre et de la participation positive des hommes aux soins.

95 MILLIONS D'EUROS
ONT ÉTÉ CONSACRÉS AUX PROGRAMMES
POUR LA PETITE ENFANCE

UN MEILLEUR DÉPART DANS LA VIE POUR
7 308 929 FILLES

TOUR D'HORIZON

Collaborer avec les parents/soignants pour les encourager à donner des soins attentifs aux filles et aux garçons, sans parti pris sexiste : En Chine, nous avons travaillé avec près de 60 réseaux communautaires de développement de l'enfant et plus de 200 jardins d'enfants afin de proposer un programme d'accompagnement à la parentalité, et notre approche axée sur le genre et la protection a été intégrée dans une initiative gouvernementale. Au Vietnam, nous avons collaboré avec l'Union des femmes pour mettre en œuvre un programme d'accompagnement à la parentalité dans 1 600 villages, l'objectif étant au final de le proposer dans tout le pays. Au Kenya, notre travail avec près de 400 groupes de parents s'est particulièrement attaché à encourager les hommes à s'occuper de leurs enfants et les familles ont signalé qu'ils participaient davantage aux soins. Au Brésil, nous avons mis l'accent sur l'égalité des droits des petites filles et des petits garçons en matière de jeu et sur la promotion de la participation des soignants de sexe masculin aux jeux et aux soins.

Appuyer les programmes gérés par la communauté : Au Bangladesh, nous avons soutenu plus de 1 700 centres communautaires d'apprentissage préscolaire et nous avons confié la direction d'un



tiers d'entre eux à des responsables locaux. Au Mozambique, nous avons travaillé en partenariat avec 134 communautés mettant en place des centres d'apprentissage préscolaire gérés par la communauté et nous avons aidé un certain nombre de ces centres à tenir compte des personnes en situation de handicap. Dans les États du nord-est du Nigéria qui sont touchés par un conflit et l'insécurité alimentaire, nous avons appuyé le dépistage de plus de 22 000 enfants de moins de cinq ans, la prise en charge des enfants souffrant de malnutrition sévère et le travail mené par 480 « mères leaders » bénévoles pour promouvoir l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et prévenir la malnutrition. Au Cambodge et en Indonésie, les programmes pour la petite enfance étaient liés à des initiatives communautaires d'approvisionnement en eau et d'assainissement, l'accent étant placé sur la réduction du fardeau des tâches ménagères pour les filles et les femmes et sur l'accroissement du rôle des femmes dans les prises de décisions. ▶

SAUVER DE JEUNES VIES



Nadia a souffert de complications lorsqu'elle a donné naissance à son fils. Le centre médical où elle avait été prise en charge ne pouvant pas l'aider, ils ont appelé une ambulance pour l'emmener dans un hôpital à 70 km de là afin qu'elle puisse avoir une césarienne.

« L'ambulance n'a pas mis longtemps à arriver. Cela m'a sauvé la vie et celle de mon fils », raconte Nadia.

L'ambulance, l'une des six ambulances intervenant dans le département haïtien du Nord-Est, aide les femmes et leurs bébés à accéder à de meilleurs soins de santé maternelle et néonatale ; elle a été fournie

dans le cadre du programme de Plan International « Renforcement des résultats de santé des femmes ».

Ce programme, appuyé par Plan International Canada et le gouvernement canadien, a pour objectif de réduire les taux de mortalité maternelle et néonatale en Haïti, au Bangladesh, au Ghana, au Nigéria et au Sénégal, tout en favorisant l'égalité d'accès aux services de santé et la participation des hommes aux soins maternels et infantiles. Il a aidé plus de 228 000 enfants dans ces cinq pays l'année dernière et dispensé une formation à plus de 6 800 professionnels de la santé.

.....► **Influencer les politiques et les pratiques relatives à la petite enfance :**

Nous travaillons avec le ministère de la Protection sociale au Myanmar pour que le genre fasse partie intégrante des plans stratégiques nationaux de développement de la petite enfance. Au Salvador, nous avons collaboré avec le gouvernement et d'autres acteurs pour élaborer la stratégie nationale pour la petite enfance. En Bolivie, le ministère de la Santé a adopté nos outils de prévention de la violence dans la petite enfance et les applique au niveau national, tandis qu'au Pakistan, nous avons travaillé avec le gouvernement du Pendjab pour élargir l'accès à une éducation préscolaire de qualité dans toute la province. En Guinée Bissau, Plan International a collaboré avec l'UNICEF et les autorités sanitaires dans deux régions pour améliorer l'accès à des interventions essentielles telles que les soins prénatals, la vaccination, la gestion des maladies de l'enfant par la communauté et la prise en charge de la malnutrition. En Jordanie, nous avons dirigé la création d'un réseau national de développement de la petite enfance afin de répondre à la crise des réfugiés syriens.



Jordanie

PREMIERS PAS POUR TOUTE UNE VIE D'APPRENTISSAGE

« Avant, Adrianna était toujours terrorisée ; je ne pouvais pas la laisser seule un instant. Mais maintenant, elle vient ici, elle chante et joue avec les autres enfants. » — Adalis, 20 ans, mère d'Adrianna, 3 ans.

Chaque semaine, des mères accompagnées de leurs enfants assistent aux cours de stimulation des jeunes enfants organisés par Plan International dans les communautés de Madriz, au Nicaragua. Faire participer des enfants de 0 à 5 ans à des activités éducatives animées améliore leur développement physique, émotionnel et cognitif et les prépare à apprendre plus tard.

METTRE FIN À LA VIOLENCE

Nous voulons que les enfants vulnérables et exclus, notamment les filles, grandissent à l'abri de la violence, de la peur ou de la discrimination et nous travaillons avec les familles, les communautés et les gouvernements pour mettre fin à toutes les formes de violences faites aux enfants.

LA SITUATION DANS LE MONDE AUJOURD'HUI

Un grand nombre d'enfants et de jeunes, en particulier les filles, les enfants en situation de handicap et les adolescents qui se définissent comme LGBTQI, n'ont pas beaucoup d'espaces exempts de violence et de discrimination dans leur vie. Le sommet du Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants, qui s'est tenu en 2018, a cimenté le mouvement mondial grandissant en faveur de l'élimination de la violence faite aux enfants, et nous mettons l'accent sur les dynamiques de genre et les vulnérabilités qui peuvent alimenter cette violence.

NOTRE TRAVAIL EN 2018

Nos programmes et notre influence reposent sur le renforcement des systèmes de protection de l'enfant et sur la lutte contre les causes de la violence faite aux enfants. Nous travaillons à mettre en place et à soutenir des mécanismes de protection de l'enfant qui rendent les foyers, les écoles et les communautés plus sûrs pour les enfants, en particulier les filles, et nous plaidons en faveur de lois et de politiques protégeant les enfants de la violence.

**73 MILLIONS
D'EUROS**
ONT ÉTÉ CONSACRÉS À LA
PROTECTION DE L'ENFANT

PROTECTION DE L'ENFANT
TENANT COMPTE DES QUESTIONS
DE GENRE POUR
**3 026 491
FILLES**

DES PROGRAMMES DE PROTECTION
DES ENFANTS DANS LES
SITUATIONS D'URGENCE ONT ÉTÉ
MIS EN ŒUVRE DANS
31 PAYS

TOUR D'HORIZON

Travailler avec d'autres acteurs pour mettre fin à toutes les formes de violence faite aux enfants :

En collaboration avec nos partenaires, nous avons lancé un service de messagerie SMS anonyme pour signaler les cas de maltraitance d'enfants au Togo. En Tanzanie, nous avons aidé plus de 5 000 enfants à échapper au travail des enfants et nous les aidons à reprendre leur scolarité ou une formation professionnelle. Nous sommes intervenus dans de nombreux cas de traite d'enfants au Népal et nous avons donné des informations sur cette traite à plus de 9 000 filles et garçons. Au Honduras, une campagne sur le harcèlement en ligne — qui recourt aussi à une application numérique pour sensibiliser la population — a été soutenue par 3 000 jeunes.

Lutter contre les violences de genre : Au Kenya, nous avons travaillé avec plus de 600 hommes et garçons pour discuter des normes sociales qui mettent les filles en danger et pour les transformer. Nous avons fondé des clubs scolaires visant à réduire les violences de genre dans les écoles au Burkina Faso et formé les enseignants à la gestion de ces violences en milieu scolaire. Au Ghana, nous avons collaboré avec 30 communautés pour élaborer leurs règlements afin de garantir l'existence de lieux sûrs pour les filles.



Népal © Plan International / Crystaline Randazzo

Faire progresser la protection des enfants dans les situations d'urgence qui tient compte des questions de genre :

La sécurité est apparue comme une préoccupation centrale des filles rohingya et sud-soudanaises lors de notre étude *Les filles en crise*. Ce projet de recherche reposant sur les expériences des filles vise à améliorer le soutien qui leur est apporté en situation de crise. Suite à l'intervention d'urgence que nous avons menée en Tanzanie pour répondre à la crise des réfugiés burundais, 70 % des enfants interrogés ont déclaré se sentir en sécurité dans le camp, contre un chiffre de référence de 41 %. Au Cameroun, plus de 11 000 enfants réfugiés venant du Nigéria ont bénéficié d'espaces sûrs pour les enfants. →

DES UNITÉS MOBILES AIDENT LES FILLES DANS LES SITUATIONS D'URGENCE

À l'âge de 15 ans, Fadi* a été séparée de sa famille, violée et forcée de partir de chez elle. Elle fait partie des millions de réfugiés dans le bassin du lac Tchad, en Afrique de l'Ouest, qui ont été déplacés par le conflit et qui ont besoin d'une aide humanitaire.

Elle avait besoin de soins médicaux d'urgence lorsqu'elle a pu accéder à l'une des 15 unités mobiles de Plan International qui apportent des services vitaux aux victimes de violences de genre et d'abus sexuels, en particulier les filles et les jeunes femmes.

Fadi, qui était alors réfugiée à Diffa, au Niger, a consulté un professionnel de la santé pour recevoir les soins dont elle avait besoin. L'équipe a établi un rapport de confiance avec elle, lui a apporté un soutien psychosocial pour l'aider à surmonter sa peur

et ses angoisses, et l'a aidée à retrouver des membres de sa famille.

« Les unités mobiles viennent en aide aux victimes de la violence dans l'une des régions les plus instables du monde, explique Anita Queirazza, spécialiste de la protection des enfants dans les situations d'urgence. Il est souvent dangereux pour les filles et les femmes de sortir de chez elles ou bien il arrive qu'elles vivent dans des régions isolées et qu'elles ne puissent pas accéder à d'autres services. »

Les unités mobiles ont atteint plus de 25 000 enfants dans la région du lac Tchad en 2018.

* Son nom a été modifié pour des raisons de protection.



.....▶ **Promouvoir l'instauration de meilleurs mécanismes de protection de l'enfant :** Nous avons introduit des travailleurs sociaux et des conseillers juridiques communautaires au Cambodge pour traiter les problèmes de protection de l'enfant dans les communautés, ce qui s'est traduit par une augmentation du nombre de cas soulevés et du budget alloué. En Ouganda, nous avons aidé les clubs de défense des droits des filles à adresser une pétition au gouvernement pour lui demander de lutter contre les abus sexuels à l'égard des filles et un district s'est engagé à promulguer une ordonnance pour y mettre fin.

DES TRAVAUX DE SECURITE RENFORCENT LA LIBERTE DANS LES VILLES

« Beaucoup de filles nous disent qu'elles ont maintenant assez confiance en elles pour prendre la parole et plaider leur cause, non seulement dans les espaces publics, mais aussi à la maison. »
— Kirti Sharma, coordinatrice de projet pour le programme « Des villes plus sûres » de Plan Inde dans le sud de Delhi.

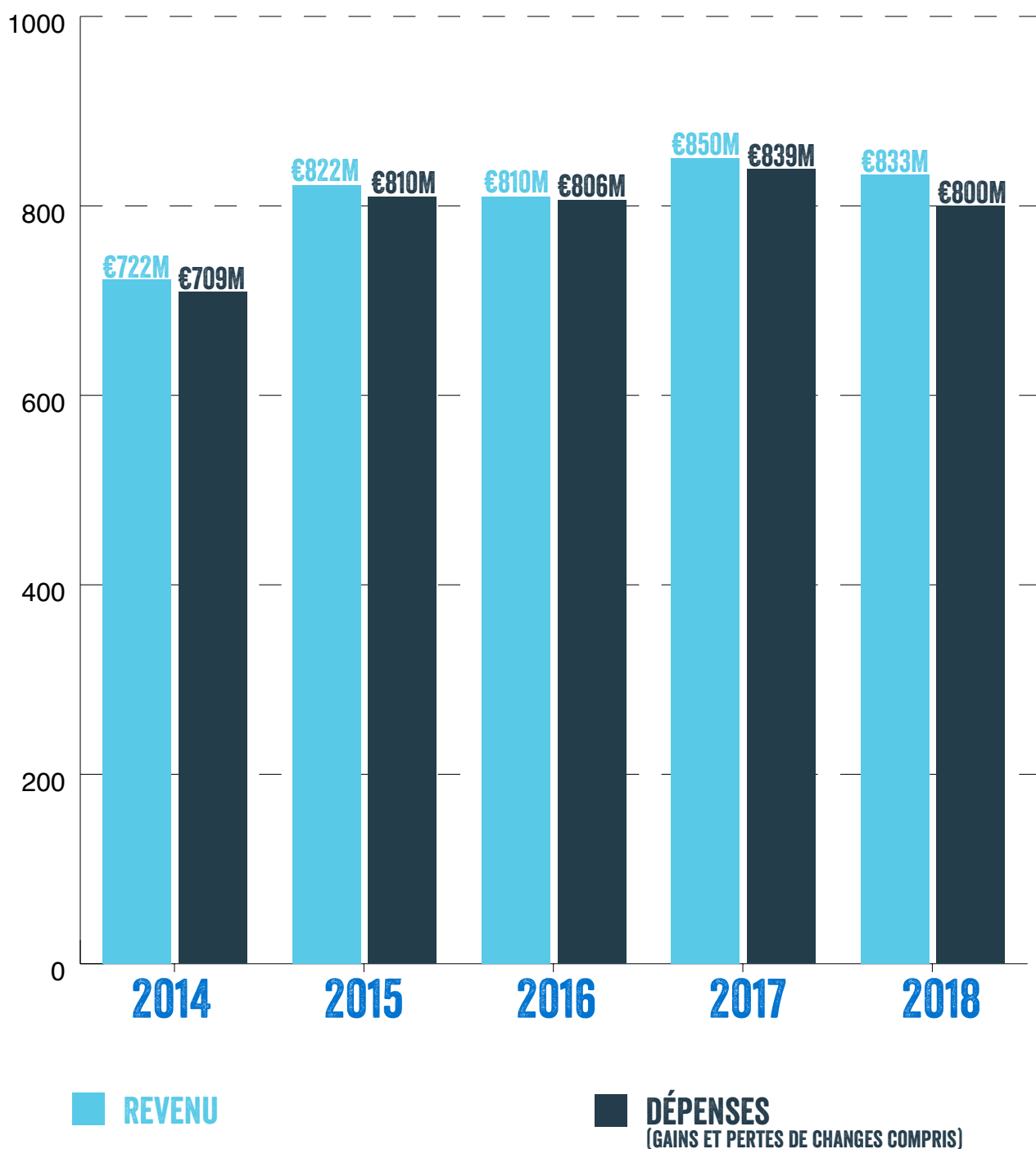
Le programme, mis en œuvre en partenariat avec ONU-Habitat et Femmes et villes international, vise à accroître la sécurité et l'accès des filles et des femmes aux espaces publics, et sensibilise les filles et les garçons à l'égalité de genre dans la vie de tous les jours. Dans huit grandes villes à travers le monde, il aide les filles à plaider en faveur d'un changement positif et remet en cause les attitudes et les comportements susceptibles de mettre les filles en danger.



Ouganda

APERÇU FINANCIER 2018

REVENU ANNUEL ET DÉPENSES ANNUELLES





75 CENTIMES D'EUROS

Des programmes qui transforment la vie des enfants, de leurs familles et de leurs communautés

14 CENTIMES D'EUROS

Lever des fonds et gagner de nouveaux sympathisants

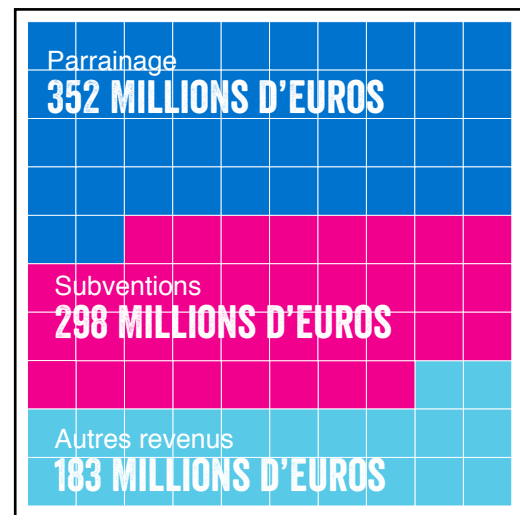
11 CENTIMES D'EUROS

Des activités comme les systèmes RH, financiers et informatiques pour rendre notre travail de programme possible

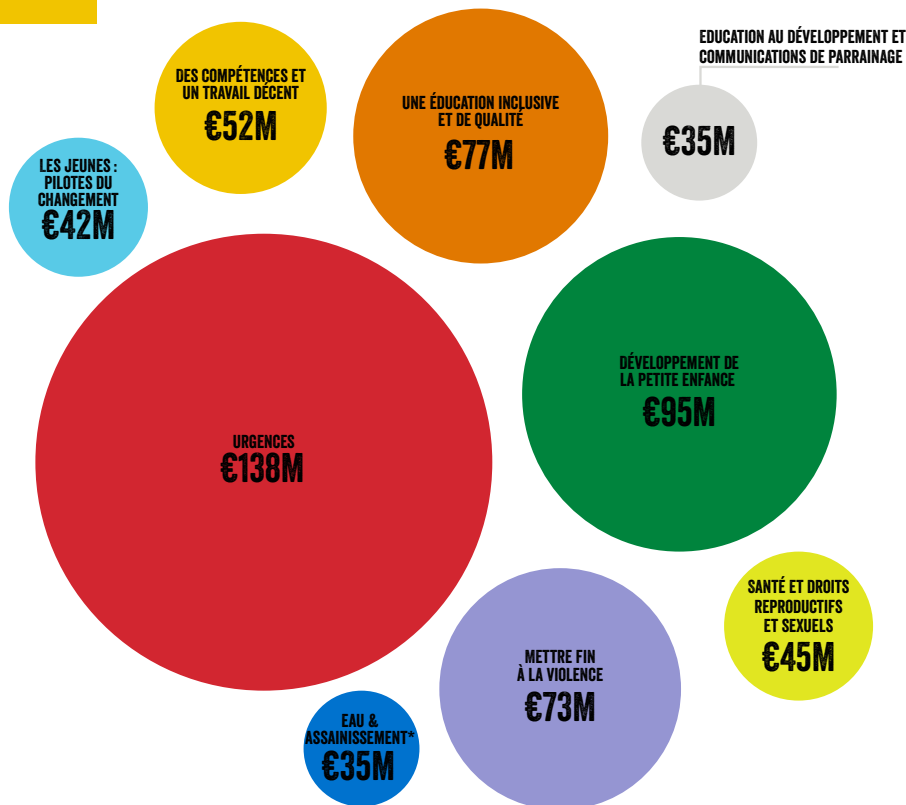
* gains et pertes de change exclus

SOURCES DE REVENUS EN 2018

Revenu total : **833 MILLIONS D'EUROS**



DÉPENSES DE PROGRAMME EN 2018 PAR DOMAINE



* L'eau et assainissement est une activité transversale qui appuie nos six principaux domaines d'action.



NOS PARTENAIRES EN 2018 ONT COMPRIS :

- Accenture
- Asian Development Bank
- AstraZeneca
- AkzoNobel
- Citi
- Covington & Burling
- Credit Suisse
- Department for International Development, UK
- DLA Piper
- Equal Measures 2030
- European Union
- Every Woman Every Child
- Federal Ministry of Labour and Social Affairs, Germany
- Geena Davis Institute
- Girls Not Brides
- Global Campaign for Education
- Global Partnership for Education
- Global Affairs Canada
- Joining Forces
- Linklaters
- Microsoft
- Norwegian Agency for Development Cooperation
- Prudence Foundation
- Samsung
- Scotiabank
- Solutions for Youth Employment
- SOS Villages
- Swedish International Development Cooperation Agency
- The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria
- UN Women
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)
- United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF)
- United Nations Population Fund (UNFPA)
- Weil, Gotshal & Manges
- Women Deliver
- World Economic Forum
- World Food Programme
- World Vision

À propos de Plan International

Plan International s'efforce de promouvoir les droits des enfants et l'égalité des filles partout dans le monde. Nous reconnaissons le pouvoir et le potentiel de chaque enfant. La pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination entravent cependant ceux-ci. Et les filles sont les plus touchées. Plan International travaille aux côtés des enfants, des jeunes, des militants et des partenaires pour lutter contre les causes profondes de la discrimination à laquelle sont confrontés les filles et les enfants vulnérables. Nous soutenons les droits des enfants, de leur naissance jusqu'à l'âge adulte, et leur permettons de se préparer aux crises et à l'adversité et d'y faire face. Nous suscitons des changements dans la pratique et en politique, tant aux niveaux mondial et national que local en mettant à profit notre assise, notre expérience et nos connaissances. Depuis plus de 80 ans, l'organisation forge des partenariats solides en faveur des enfants ; elle est aujourd'hui présente dans plus de 75 pays.

Plan International

Siège international

Dukes Court, Duke Street, Woking,
Surrey GU21 5BH, Royaume-Uni

Tel : +44 (0) 1483 755155

Fax : +44 (0) 1483 756505

Email : info@plan-international.org

plan-international.org

Publié en 2019. Texte © Plan International.

Photos © Plan International (sauf indication contraire)

Plan International a obtenu les autorisations et les licences nécessaires à la publication des photos figurant dans cette publication.



facebook.com/planinternational



twitter.com/planglobal



instagram.com/planinternational



linkedin.com/company/plan-international



youtube.com/user/planinternationaltv